

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204679]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 1^{er}, modifié par le décret du 27 octobre 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage des bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique;

Vu l'avis n° 2014/000453 de la Cellule autonome d'avis en développement durable, donné le 27 février 2014;

Vu l'avis n° 55.759/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées, le 12 janvier 1973;

Sur proposition conjointe du Ministre qui a l'énergie dans ses attributions et du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage des bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments. ».

Art. 3. Dans l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 2^o est remplacé par :

« 2^o chaudière : l'ensemble corps de chaudière-brûleur destiné à transmettre à des fluides la chaleur libérée par la combustion, qui peut aussi être entendu comme générateur de chaleur au sens du présent arrêté; »;

2^o le 3^o est abrogé;

3^o le 15^o est complété par les mots « en combustibles liquides, en combustibles gazeux ou en diagnostic approfondi »;

4^o le 16^o est abrogé;

5^o un 24^o, rédigé comme suit, est inséré :

« 24^o rapport de diagnostic approfondi : rapport de diagnostic de l'ensemble de l'installation de chauffage, comprenant l'évaluation du rendement de la chaudière, déterminé lors du contrôle périodique, et de son dimensionnement par rapport aux besoins en chauffage du bâtiment ainsi qu'un avis sur le remplacement de la chaudière, sur d'autres modifications au système de chauffage et sur des solutions alternatives pouvant réaliser une économie d'énergie significative; »;

6^o un 25^o, rédigé comme suit, est inséré :

« 25^o Administration : le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'Energie et du Bâtiment durable. ».

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Préalablement à l'installation d'une ou plusieurs chaudières, la puissance calorifique nominale nécessaire est déterminée conformément à la méthode fixée par le Ministre de l'Energie. Il peut adapter la méthode selon le caractère neuf ou non du bâtiment et selon sa destination. ».

Art. 5. Dans l'article 9, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1^o, les mots « en combustibles liquides ou en combustibles gazeux » sont insérés entre les mots « technicien agréé » et « d'une entreprise »;

2^o le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o si la puissance nominale installée est supérieure à 20 kW, fait réaliser un diagnostic approfondi dans le cadre de l'inspection visée à l'article 13 et conformément aux dispositions de l'article 12, § 1^{er}. ».

Art. 6. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le diagnostic approfondi visé à l'article 9, § 1^{er}, 4^o, est effectué à l'aide d'un outil de calcul ou logiciel déterminé par le Ministre et mis à disposition par l'Administration. »;

2^o le paragraphe 1^{er} est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« Le diagnostic relatif aux installations de chauffage central d'une puissance nominale utile inférieure ou égale à 100 kW, équipées d'un seul générateur de chaleur et alimentées en combustibles liquides ou gazeux est appelé diagnostic approfondi de type I.

Le diagnostic relatif à toutes les autres installations de chauffage central est appelé diagnostic approfondi de type II. »;

3° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par : « Le personnel visé au paragraphe 1^{er} dispose d'un agrément en tant que technicien en diagnostic approfondi :

1° de type I, pour les installations de chauffage central alimentées en combustibles liquides ou gazeux équipées d'un seul générateur de chaleur, dont la puissance nominale utile est inférieure ou égale à 100 kW;

2° de type II, dans les autres cas. »;

b) l'alinéa 2 est abrogé;

4° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 7. Dans l'intitulé de la section 3, le mot « Contrôles » est remplacé par « Inspections ».

Art. 8. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'inspection périodique est composée du contrôle périodique visé à l'article 10, 4° et à l'annexe IV et, lorsque la puissance nominale installée est supérieure à 20 kW, du diagnostic approfondi visé aux articles 9, 4° et 12.

L'inspection périodique est effectuée aux fréquences minimales suivantes :

Types de combustibles	Fréquence d'inspection
Solides	Annuelle
Liquides	Annuelle
Gazeux	Tous les trois ans lorsque la puissance nominale utile est inférieure ou égale à 100 kW. Tous les deux ans lorsque la puissance nominale utile est supérieure à 100 kW.

Par dérogation à l'alinéa 2, le diagnostic approfondi ne doit pas être répété dès lors qu'aucune modification n'a été apportée entre-temps au système de chauffage ou en ce qui concerne les exigences en matière de chauffage du bâtiment. Lorsqu'une telle modification a été apportée, le diagnostic approfondi est réalisé au plus tôt deux ans après la modification, lors du premier acte de contrôle périodique réalisé après la période de deux ans.

En outre, un contrôle est effectué après chaque intervention à la partie combustion du générateur de chaleur. »;

2° au paragraphe 4, les mots « et des recommandations pour l'amélioration rentable de la performance énergétique du système inspecté » sont insérés entre les mots « selon les modalités définies à l'annexe IV » et les mots « à la personne disposant du dossier ».

Art. 9. Dans l'intitulé du chapitre V, section 6, les mots « et des auditeurs agréés » sont abrogés.

Art. 10. L'article 16 du même arrêté, est complété par un paragraphe 3 :

« § 3. Chaque année un pourcentage statistiquement significatif des rapports est contrôlé par l'organisme de contrôle accrédité, sur la base d'une sélection aléatoire. ».

Art. 11. L'intitulé du chapitre VI « Agrément des techniciens en combustibles liquides et des techniciens en combustibles gazeux » est remplacé par « Agrément des techniciens en combustibles liquides, des techniciens en combustibles gazeux et des techniciens en diagnostic approfondi ».

Art. 12. Dans le chapitre VI, il est inséré une section 1^{re bis}, comportant l'article 19^{bis}, rédigée comme suit :

« Section 1^{re bis}. Conditions d'agrément des techniciens en diagnostic approfondi.

Art. 19^{bis}. § 1^{er}. Pour être agréée en tant que technicien en diagnostic approfondi de type I, toute personne répond aux conditions suivantes :

1° disposer du certificat d'aptitude en combustibles liquides ou en combustibles gazeux;

2° disposer du certificat d'aptitude en diagnostic approfondi de type I;

3° disposer du matériel dûment entretenu nécessaire aux contrôles relatifs au bon état de fonctionnement des installations;

4° exercer en qualité d'indépendant ou de salarié au sein d'une entreprise enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises;

5° lorsqu'elle a une responsabilité dans la gestion de l'entreprise, exercer au sein d'une entreprise qui est en ordre d'accès à la profession, lorsque celui-ci est requis.

Si le demandeur est agréé en tant que technicien en combustibles liquides ou en combustibles gazeux, il démontre uniquement le respect de la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. Pour être agréée en tant que technicien en diagnostic approfondi de type II, toute personne répond aux conditions suivantes :

1° disposer du certificat d'aptitude en combustibles liquides ou en combustibles gazeux;

2° disposer du certificat d'aptitude en diagnostic approfondi de type II;

3° disposer du matériel dûment entretenu nécessaire aux contrôles relatifs au bon état de fonctionnement des installations;

4° exercer en qualité d'indépendant ou de salarié au sein d'une entreprise enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises;

5° lorsqu'elle a une responsabilité dans la gestion de l'entreprise, exercer au sein d'une entreprise qui est en ordre d'accès à la profession, lorsque celui-ci est requis.

Si le demandeur est agréé en tant que technicien en combustibles liquides ou en combustibles gazeux, il démontre uniquement le respect de la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 2°. ».

Art. 13. L'article 21 du même arrêté, est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un recours contre la décision visée à l'article 20, § 4, peut être introduit auprès du Ministre de l'Energie, selon les mêmes conditions et modalités qu'à l'alinéa 1^{er}, lorsque la demande concerne l'agrément de technicien en diagnostic approfondi.

Le Ministre de l'Energie envoie sa décision selon les mêmes modalités et délai que le Ministre de l'Environnement. ».

Art. 14. A l'article 28, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation, un recours contre la décision de suspension ou de retrait d'agrément peut être introduit auprès du Ministre de l'Energie, selon les mêmes conditions et modalités qu'à l'alinéa 1^{er}, lorsque la décision concerne l'agrément de technicien en diagnostic approfondi.

Le Ministre de l'Energie envoie sa décision selon les mêmes modalités et délai que le Ministre de l'Environnement. ».

Art. 15. Dans l'article 29, § 2, du même arrêté, l'alinéa 2 est complété comme suit : « Les contenus de la formation et de l'examen sont différenciés selon le type de certificat d'aptitude en diagnostic approfondi. ».

Art. 16. A l'article 38, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le certificat est établi conformément au modèle défini par l'AWAC. ».

Art. 17. Dans l'article 46, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « en combustibles liquides ou en combustibles gazeux » sont insérés entre les mots « technicien agréé » et « en vue du renouvellement de son certificat ».

Art. 18. Dans l'article 49, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « d'aptitude » sont insérés entre les mots « certificat » et « en diagnostic approfondi ».

Art. 19. Dans le chapitre VII, la section 8 comportant les articles 57 à 59 est abrogée.

Art. 20. A l'annexe IV du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° la disposition du point A.3., intitulé « Résultat du contrôle périodique » est complétée par les mots « et qu'une inspection du système de contrôle et de la (les) pompe(s) de circulation ne révèle aucun problème. »;

2° la disposition du point B., intitulé « Installations alimentées par des combustibles solides » est complétée par les mots « et qu'une inspection du système de contrôle et de la (les) pompe(s) de circulation ne révèle aucun problème. ».

Art. 21. Le Ministre de l'Energie dans ses attributions et le Ministre de l'Environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204679]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, Artikel 1, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen;

Aufgrund des am 27. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der autonomen Begutachtungsstelle für nachhaltige Entwicklung Nr. 2014/000453;

Aufgrund des am 15. April 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 55.759/4;

Auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, und des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass dient der teilweisen Umsetzung der Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden.

Art. 2 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen wird durch Folgendes ersetzt:

"Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden teilweise umgesetzt."

Art. 3 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Punkt 2° wird durch Folgendes ersetzt:

"2° Heizkessel: die kombinierte Einheit aus Heizkessel und Brenner zur Abgabe der Verbrennungswärme an Flüssigkeiten, die ebenfalls als Wärmeerzeuger im Sinne des vorliegenden Erlasses verstanden werden kann;"

2° Punkt 3° wird aufgehoben;

3° in Punkt 15° wird das Wort "Heizungskontrollschein" durch die Wörter "Kontrollschein für die Heizung, flüssigen Brennstoffe, gasförmigen Brennstoffe oder eingehende Diagnose" ersetzt;

4° Punkt 16° wird aufgehoben;

5° ein Punkt 24° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"24° Bericht über die eingehende Diagnose: der Diagnosebericht der gesamten Heizungsanlage, der die Prüfung des bei der Kontrolle festgestellten Wirkungsgrads des Kessels und der Kesseldimensionierung im Verhältnis zum Heizbedarf des Gebäudes, sowie ein Gutachten über den Austausch des Kessels, sonstige Veränderungen an der Heizungsanlage und Alternativlösungen für eine bedeutsame Energieeinsparung umfasst;"

6° ein Punkt 25° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"25° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie, operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude."

Art. 4 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 5 - Vor der Einrichtung einer oder mehrerer Heizkessel wird die notwendige Nennwärmeleistung gemäß der vom Minister für Energie festgelegten Methode bestimmt. Er kann die Methode je nach dem Alter des Gebäudes und seiner Zweckbestimmung anpassen. "

Art. 5 - In Artikel 9, § 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° werden die Wörter "für flüssige Brennstoffe oder gasförmige Brennstoffe" zwischen die Wörter "zugelassenen Techniker" und die Wörter "eines Unternehmens" eingefügt;

2° Punkt 4° wird durch Folgendes ersetzt:

"4° wenn die installierte Nennwärmeleistung mehr als 20 kW beträgt, eine eingehende Diagnose im Rahmen der in Artikel 13 erwähnten Inspektion und gemäß den in Artikel 12, § 1 erwähnten Bestimmungen durchführen."

Art. 6 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1, wird der Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Die in Artikel 9, § 1, 4° genannte eingehende Diagnose wird mittels eines Berechnungswerkzeugs oder einer Berechnungssoftware vorgenommen, die vom Minister bestimmt und von der Verwaltung zur Verfügung gestellt werden."

2° Paragraph 1 wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Diagnose bezüglich der Zentralheizungsanlagen mit einer Nennwärmeleistung von höchstens 100 kW, die mit einem Wärmeerzeuger ausgerüstet und die mit flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen befeuert werden, wird eingehende Diagnose des Typs I genannt.

Die Diagnose bezüglich aller anderen Zentralheizungsanlagen wird eingehende Diagnose des Typs II genannt."

3° in Paragraph 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt: "Das in Paragraph 1 erwähnte Personal verfügt über eine Zulassung als Techniker für eine eingehende Diagnose:

1° des Typs I für die mit flüssigem oder gasförmigem Brennstoff befeuerten Zentralheizungsanlagen, die mit einem einzigen Wärmeerzeuger ausgerüstet sind und deren Nennwärmeleistung 100 kW nicht überschreitet;

2° des Typs II in den anderen Fällen;"

b) Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt;

4° Absatz 3 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 7 - In dem Titel des Abschnitts 3 wird das Wort "Kontrollen" durch das Wort "Inspektionen" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Ab vorgenommen:

1° Der Paragraph 1 wird durch folgendes ersetzt:

"§ 1. Die regelmäßige Inspektion umfasst die in Artikel 10, 4° und in der Anlage IV erwähnten regelmäßigen Kontrolle und wenn die installierte Nennwärmeleistung mehr als 20 kW beträgt, die in den Artikeln 9, 4° und 12 erwähnten eingehenden Diagnose.

Die regelmäßige Inspektion wird in folgenden minimalen Zeitabschnitten vorgenommen:

Brennstofftyp	Häufigkeit der Inspektion
Feste Brennstoffe	Jährlich
Flüssige Brennstoffe	Jährlich
Gasförmige Brennstoffe	Alle drei Jahre wenn die Nennwärmeleistung höchstens 100 kW beträgt Alle zwei Jahre wenn die Nennwärmeleistung mehr als 100 kW beträgt

In Abweichung von Absatz 2 muss die eingehende Diagnose nicht wiederholt werden, wenn in der Zwischenzeit keine Änderung am Heizungssystem oder hinsichtlich der Anforderungen für die Beheizung des Gebäudes vorgenommen wurde. Im Falle einer solchen Änderung wird die eingehende Diagnose frühestens zwei Jahre nach der Änderung anlässlich des ersten nach dem Zeitraum von zwei Jahren durchgeführten regelmäßigen Kontrollvorgang vorgenommen.

Außerdem wird eine Kontrolle nach jeder Durchführung von Arbeiten an der Verbrennungsanlage des Wärmerzeugers vorgenommen.“;

2° in Paragraph 4 werden die Wörter „und Empfehlungen zur rentablen Verbesserung der Energieeffizienz des inspizierten Systems“ zwischen die Wörter „die mindestens die gemäß den in der Anlage IV bestimmten Modalitäten“ und die Wörter „eingeholten Informationen enthält“ eingefügt.

Art. 9 - In dem Titel des Kapitels V werden im Abschnitt 6 die Wörter „und der zugelassenen Energie-Auditoren“ gestrichen.

Art. 10 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch einen Paragraphen 3 ergänzt:

„§ 3. Jedes Jahr wird von der zugelassenen Kontrollstelle ein statistisch signifikanter Prozentanteil der Berichte auf der Grundlage einer Zufallsauswahl kontrolliert.“.

Art. 11 - Der Titel des Kapitels VI „Zulassung der Techniker für flüssige Brennstoffe und der Techniker für gasförmige Brennstoffe“ wird durch die Wörter „Zulassung der Techniker für flüssige Brennstoffe, der Techniker für gasförmige Brennstoffe und der Techniker für eine eingehende Diagnose“ ersetzt.

Art. 12 - In Kapitel VI wird ein Abschnitt *1bis*, der den Artikel *19bis* enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Abschnitt *1bis* - Zulassungsbedingungen der Techniker für eine eingehende Diagnose

Art. *19bis* - § 1. Um als Techniker für eine eingehende Diagnose des Typs I zugelassen zu werden, muss jede Person folgende Bedingungen erfüllen:

1° über den Befähigungsnachweis für flüssige Brennstoffe oder gasförmige Brennstoffe verfügen;

2° über den Befähigungsnachweis für die Durchführung von eingehenden Diagnosen des Typs I verfügen;

3° über das für die Kontrolle der Funktionstüchtigkeit der Anlagen erforderliche, ordnungsgemäß gewartete Material verfügen;

4° als Selbstständiger oder Angestellter für ein bei der zentralen Datenbank der Unternehmen (Banque-Carrefour des Entreprises) registriertes Unternehmen tätig sein;

5° wenn sie eine Verantwortung in der Führung des Unternehmens ausübt, in einem Unternehmen arbeiten, das über eine Berufszulassung verfügt, wenn diese erforderlich ist.

Wenn der Antragsteller als Techniker für flüssige Brennstoffe oder gasförmige Brennstoffe zugelassen ist, muss er lediglich nachweisen, dass er die in Absatz 1, 2° erwähnte Bedingung erfüllt.

§ 2. Um als Techniker für eine eingehende Diagnose des Typs II zugelassen zu werden, muss jede Person folgende Bedingungen erfüllen:

1° über den Befähigungsnachweis für flüssige Brennstoffe oder gasförmige Brennstoffe verfügen;

2° über den Befähigungsnachweis für die Durchführung von eingehenden Diagnosen des Typs II verfügen;

3° über das für die Kontrolle der Funktionstüchtigkeit der Anlagen erforderliche, ordnungsgemäß gewartete Material verfügen;

4° als Selbstständiger oder Angestellter für ein bei der zentralen Datenbank der Unternehmen (Banque-Carrefour des Entreprises) registriertes Unternehmen tätig sein;

5° wenn sie eine Verantwortung in der Führung des Unternehmens ausübt, in einem Unternehmen arbeiten, das über eine Berufszulassung verfügt, wenn diese erforderlich ist.

Wenn der Antragsteller als Techniker für flüssige Brennstoffe oder gasförmige Brennstoffe zugelassen ist, muss er lediglich nachweisen, dass er die in Absatz 1, 2° erwähnte Bedingung erfüllt.“.

Art. 13 - Artikel 21 desselben Erlasses wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„In Abweichung von Absatz 1 kann gemäß denselben Bedingungen und Modalitäten wie in Absatz 1 beim Minister für Energie Einspruch gegen den in Artikel 20, § 4 erwähnten Beschluss eingereicht werden, wenn der Antrag die Zulassung als Techniker für eine eingehende Diagnose betrifft.

Der Minister für Energie übermittelt seinen Beschluss gemäß denselben Modalitäten und innerhalb derselben Frist wie der Minister für Umwelt.“.

Art. 14 - In Artikel 28 werden zwischen die Absätze 2 und 3 zwei Absätze mit nachstehendem Wortlaut eingefügt:

„In Abweichung kann gemäß denselben Bedingungen und Modalitäten wie in Absatz 1 beim Minister für Energie Einspruch gegen den Beschluss zur Aussetzung oder zum Entzug der Zulassung eingereicht werden, wenn der Antrag die Zulassung als Techniker für eine eingehende Diagnose betrifft.

Der Minister für Energie übermittelt seinen Beschluss gemäß denselben Modalitäten und innerhalb derselben Frist wie der Minister für Umwelt.“.

Art. 15 - In Artikel 29, § 2 desselben Erlasses wird Absatz 2 folgendermaßen ergänzt: "Die Inhalte der Ausbildung und der Prüfung sind je nach dem Typ des Befähigungsnachweises für die Durchführung von eingehenden Diagnosen unterschiedlich."

Art. 16 - In Artikel 38 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Der Nachweis wird gemäß dem von der AWAC festgelegten Muster erstellt."

Art. 17 - In Artikel 46, § 1 desselben Erlasses werden die Wörter "für flüssige Brennstoffe oder gasförmige Brennstoffe" zwischen die Wörter "zugelassene Techniker" und die Wörter "im Hinblick auf die Erneuerung seines Nachweises" eingefügt.

Art. 18 - In Artikel 49, § 1 desselben Erlasses wird das Wort "Nachweises" durch das Wort "Befähigungsnachweises" ersetzt.

Art. 19 - In Kapitel VII wird der Abschnitt 8, der die Artikel 57 bis 59 umfasst, außer Kraft gesetzt.

Art. 20 - In der Anlage IV desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Bestimmung des Punktes A.3. mit dem Titel "Ergebnis der regelmäßigen Kontrolle" wird durch die Wörter "und wenn eine Inspektion des Kontrollsystems und der Umwälzpumpe(n) kein Problem aufweist." ergänzt;

2° die Bestimmung des Punktes A. mit dem Titel "Mit festen Brennstoffen befeuerte Anlagen" wird durch die Wörter "und wenn eine Inspektion des Kontrollsystems und der Umwälzpumpe(n) kein Problem aufweist." ergänzt.

Art. 21 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, und der Minister für Umwelt werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204679]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, artikel 1, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan;

Gelet op het advies nr. 2014/000453 van de Autonome Adviescel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 27 februari 2014;

Gelet op het advies nr. 55.759/4 van de Raad van State, gegeven op 15 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Energie en van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit. ».

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° verwarmingsketel : het gehele lichaam van ketel en brander dat de door verbranding vrijgekomen warmte doorstuurt naar het water, dat ook verstaan kan worden onder warmtegenerator in de zin van dit besluit; »;

2° punt 3° wordt opgeheven;

3° punt 15° wordt gewijzigd als volgt : « elke natuurlijke persoon erkend inzake vloeibare brandstoffen, gasachtige brandstoffen of omstandige diagnose, overeenkomstig artikel 20; »;

4° punt 16° wordt opgeheven;

5° er wordt een punt 24° ingevoegd, luidend als volgt :

« 24° verslag van omstandige diagnose : diagnoseverslag voor de gezamenlijke verwarmingsinstallatie, inclusief de evaluatie van het rendement van de verwarmingsketel, waarbij de diagnose verricht wordt bij de periodieke controle en de dimensionering ervan ten opzichte van de verwarmingsbehoeften van het gebouw, alsook een advies over de vervanging van de verwarmingsketel, over andere wijzigingen aan het verwarmingsstelsel en over alternatieve oplossingen die voor een aanzienlijke energiebesparing kunnen zorgen; »;

6° er wordt een punt 25° ingevoegd, luidend als volgt :

« 25° Administratie : De Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Energie en Duurzaam Gebouw. ».

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Voor de installatie van één of meer verwarmingsketels wordt het noodzakelijke nominale calorische vermogen berekend aan de hand van de methode die door de Minister van Energie bepaald wordt. Hij kan de methode aanpassen naar gelang van het al dan niet nieuwe karakter van het gebouw en al naar gelang van de bestemming ervan. ».

Art. 5. In artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 1° worden de woorden « de erkende technicus van een onderneming » vervangen door de woorden « de technicus van een onderneming erkend inzake vloeibare of gasachtige brandstoffen »;

2° punt 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° als het geplaatst nominaal vermogen hoger is dan 20 kW, een omstandige diagnose laten uitvoeren in het kader van de inspectie bedoeld in artikel 13 en overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, § 1. ».

Art. 6. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De omstandige diagnose bedoeld in artikel 9, § 1, 4°, wordt verricht aan de hand van een berekeningsinstrument of een software bepaald door de Minister en ter beschikking gesteld door de Administratie. »;

2° paragraaf 1^{er} wordt aangevuld met de twee volgende leden :

« De diagnose betreffende de centrale verwarmingsinstallaties met een nuttig nominaal vermogen van 100 kW of minder, uitgerust met één enkele warmtegenerator en bevoorrad met vloeibare of gasachtige brandstoffen, wordt omstandige diagnose van het type I genoemd.

De diagnose betreffende alle andere centrale verwarmingsinstallaties wordt omstandige diagnose van het type II genoemd. »;

3° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt : « Het personeel bedoeld in paragraaf 1 beschikt over een erkenning als technicus inzake omstandige diagnose :

1° van het type I voor de centrale verwarmingsinstallaties bevoorrad met vloeibare of gasachtige brandstoffen en uitgerust met één enkele warmtegenerator, waarvan het nuttige nominale vermogen gelijk is aan 100 kW of minder;

2° van het type II in de andere gevallen. »;

b) het tweede lid wordt opgeheven;

4° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 7. In het opschrift van afdeling 3 wordt het woord « controles » vervangen door het woord « inspecties ».

Art. 8. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De periodieke inspectie bestaat in de periodieke controle bedoeld in artikel 10, 4°, en in bijlage IV en, als het geplaatst nominaal vermogen hoger is dan 20 kW, in de omstandige diagnose bedoeld in de artikelen 9, 4°, en 12.

De periodieke inspectie wordt gevoerd aan de volgende minimale frequenties :

Type brandstof	Inspectiefrequentie
Vaste brandstoffen	Jaarlijks
Vloeibare brandstoffen	Jaarlijks
Gasachtige brandstoffen	Om de drie jaar als het nuttig nominaal vermogen gelijk is aan 100 kW of minder. Om de twee jaar als het nuttig nominaal vermogen 100 kW overschrijdt.

In afwijking van het tweede lid moet de omstandige diagnose niet herhaald worden indien ondertussen geen wijziging is aangebracht aan het verwarmingsstelsel of in de vereisten inzake gebouwverwarming. Indien een wijziging werd aangebracht, wordt de omstandige diagnose ten vroegste twee jaar na de wijziging doorgevoerd, bij de eerste periodieke controle na de periode van twee jaar.

Daarenboven wordt een controle gevoerd na elke interventie op het verbrandingsgedeelte van de warmtegenerator. »;

2° in paragraaf 4 worden de woorden « en aanbevelingen voor een beter rendement van de energieprestatie van het geïnspecteerde systeem » ingevoegd tussen de woorden « bepaald in bijlage IV » en « over aan de persoon ».

Art. 9. In het opschrift van hoofdstuk V, afdeling 6, worden de woorden « en de auditoren » geschrapt.

Art. 10. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. Jaarlijks wordt op basis van een toevalselectie een statistisch significant percentage van de verslagen gecontroleerd door de geaccrediteerde controle-instelling. ».

Art. 11. Het opschrift van hoofdstuk VI « Erkenning van de technici voor vloeibare brandstoffen en van de technici voor gasachtige brandstoffen » wordt vervangen door het opschrift « Erkenning van de technici inzake vloeibare brandstoffen, de technici inzake gasachtige brandstoffen en de technici inzake omstandige diagnose ».

Art. 12. Hoofdstuk VI wordt aangevuld met een afdeling 1*bis*, die artikel 19*bis* inhoudt, luidend als volgt :

« Afdeling 1*bis*. Voorwaarden tot erkenning van de technici inzake omstandige diagnose.

Art. 19*bis*. § 1. Om erkend te worden als technicus inzake omstandige diagnose van het type I moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :

1° beschikken over het bekwaamheidscertificaat inzake vloeibare of gasachtige brandstoffen;

2° beschikken over het bekwaamheidscertificaat inzake omstandige diagnose van het type I;

3° beschikken over het behoorlijk onderhouden materiaal dat nodig is voor de controles op de goede werking van de installaties;

4° als zelfstandige of loontrekkende werkzaam zijn bij een onderneming die bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen geregistreerd is;

5° wanneer hij een verantwoordelijkheid heeft in het beheer van de onderneming, werkzaam zijn bij een onderneming die de regels voor de toegang tot het beroep naleeft indien dat vereist is.

Als de aanvrager erkend is als technicus inzake vloeibare of gasachtige brandstoffen, levert hij slechts het bewijs van de naleving van de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 2°.

§ 2. Om erkend te worden als technicus inzake omstandige diagnose van type II moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :

1° beschikken over het bekwaamheidscertificaat inzake vloeibare of gasachtige brandstoffen;

2° beschikken over het bekwaamheidscertificaat inzake omstandige diagnose van het type II;

3° beschikken over het behoorlijk onderhouden materiaal dat nodig is voor de controles op de goede werking van de installaties;

4° als zelfstandige of loontrekkende werkzaam zijn bij een onderneming die bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen geregistreerd is;

5° wanneer hij een verantwoordelijkheid heeft in het beheer van de onderneming, werkzaam zijn bij een onderneming die de regels voor de toegang tot het beroep naleeft indien dat vereist is.

Als de aanvrager erkend is als technicus inzake vloeibare of gasachtige brandstoffen, levert hij slechts het bewijs van de naleving van de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 2°.

Art. 13. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de twee volgende leden :

« In afwijking van het eerste lid, kan tegen de beslissing bedoeld in artikel 20, § 4, een beroep bij de Minister van Energie ingediend worden onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde modaliteiten als in het eerste lid wanneer de aanvraag betrekking heeft op de erkenning als technicus inzake omstandige diagnose.

De Minister van Energie stuurt zijn beslissing volgens dezelfde modaliteiten en binnen dezelfde termijn als de Minister van Leefmilieu.

Art. 14. In artikel 28 worden tussen het tweede en het derde lid de twee volgende leden ingevoegd :

« Bij wijze van afwijking kan tegen de beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning een beroep bij de Minister van Energie ingediend worden onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde modaliteiten als in het eerste lid wanneer de beslissing betrekking heeft op de erkenning als technicus inzake omstandige diagnose.

De Minister van Energie stuurt zijn beslissing volgens dezelfde modaliteiten en binnen dezelfde termijn als de Minister van Leefmilieu.

Art. 15. In artikel 29, § 2, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld als volgt: « De inhoud van de opleiding en van het examen verschillen naar gelang van het type bekwaamheidscertificaat inzake omstandige diagnose. ».

Art. 16. In artikel 38 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Het certificaat wordt opgesteld overeenkomstig het model dat door het AWAC bepaald wordt. ».

Art. 17. In artikel 46, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « volgt de technicus met het oog op de vernieuwing van zijn certificaat » vervangen door de woorden « volgt de inzake vloeibare of gasachtige brandstoffen erkende technicus met het oog op de hernieuwing van zijn certificaat ».

Art. 18. In artikel 49, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « het certificaat voor de omstandige diagnose » vervangen door de woorden « het bekwaamheidscertificaat inzake omstandige diagnose ».

Art. 19. In hoofdstuk VII wordt afdeling 8, die de artikelen 57 tot 59 inhoudt, opgeheven.

Art. 20. In bijlage IV bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling van punt A.3., « Resultaat van de periodieke controle » wordt aangevuld met de woorden « en een inspectie van het controlesysteem en van de circulatiepomp(en) geen probleem aan het licht brengt. »;

2° de bepaling van punt B., « Installaties bevoorrad met vaste brandstoffen » wordt aangevuld met de woorden « en een inspectie van het controlesysteem en van de circulatiepomp(en) geen probleem aan het licht brengt. ».

Art. 21. De Minister van Energie en de Minister van Leefmilieu zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY